

RUANDA-URUNDI  
Service Pénitentiaire

Prison de

Kigali Ruhengeri

Frais payé le 21-9-54.  
RMPA n° 806 du 2.10.54.

3<sup>e</sup> cat

6677  
~~15899~~  
~~15554~~

Nom

:

BUNGANO

Origine

:

Bulenga

Chefferie

:

Rukiga

Territoire

:

Byumba

Profession

:

N° du R.E.

:

~~15199~~  
~~15554~~ 6677

Formule dactyloscopique

:

Arrêté le

:

19.3.54

Condamné le

:

id. à

Dix-huit mois S.P.A.

14-6-54 par trib Appel n° 806 confirmé 18 mois S.P.P.

1/4 de peine

:

1.8.54

75% + 50% franc ou 7+5j. ca

Sorti le

:

10.9.55 / 17.9.55 / 22.9.55

17.9.53

Transféré le

:

Rapatrié le

:

Expulsé le

:

Décédé le

:

LE GARDIEN.

Arr. Reg. 24.6.54



Recu le 25/55

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

R. Ecou no 15504 15749 6677/Rutongori

R. M. P. N° 4525/D. 806/ Appel

Libération conditionnelle.

(Ord. no 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignements d nommé (1) BUNGANO, munyarwanda, fils de Rwabashi et de Nyiramakuba, originaire de la colline Bulenga, chefferie Rukiga, territoire de Biumba, y résidant

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence du Ruanda
Date du jugement	19 mars 1954
Motif de la condamnation	Vol qualifié
Durée de la servitude pénale principale	DIX-HUIT MOIS SPP.
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	19 mars 1954
Décision de la juridiction d'appel	confirmé 18 mois
Date du jugement d'appel	14. 6. 54
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	1. 8. 54
Date d'expiration de la peine	10. 9. 55

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Condamné primaire, adulte valide, cultivateur,

a frauduleusement soustrait au préjudice de Mpabuka une génisse d'une valeur de 1.500 frs. la nuit dans les dépendances d'une maison habitée

Defav. robe  
24-2-54  
H

Defav. robe  
15/2/55  
H

Defav. robe  
frais non payé  
19 17 150  
H

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.  
2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois.- Après trois mois dans les cas contraires.  
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,



Observations du gardien de la prison sur :

1<sup>o</sup> la conduite.

Pas de D.I.

frs non payés - soluble

2<sup>o</sup> le caractère.

3<sup>o</sup> les dispositions morales du détenu.

bonne bonne

bonne

calme calme

calme

frs non payés - soluble

dubouge 1-7/11/55

douteux dubouge 1/11/55  
Kipeli le 19/7/55

Jaquet

Jaquet

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Defavorable

28.7.1954

RA R. Bouff.

Defavorable

21. II 1955

Res. 27.

Jaquet

Idem

26.2.55

Rt. 27

R. Bouff.

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans... mois  
Usumbura, le -5. VII 1954 12

Le Vice-Gouverneur Général H.  
Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Le Chef du Service du Contentieux et  
de la Justice

P. LEROY  
J. WESTHOF.

A le  
bas

représenter dans... mois  
Usumbura, le 29 JUN 1955

Le Vice-Gouverneur Général  
Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Le Chef du Service du Contentieux et  
de la Justice

E. DUCARME

Jaquet

Devrait payer le frais

représenter dans quatre mois

26/12/55

Gouverneur du Ruanda-Urundi

Le Chef du Service du Contentieux et  
de la Justice

Jaquet

Résidence d u Ruanda

N° R. E. 15899  
~~15554~~

Prison de Kigali

R. M. P. N° 4525/D  
806/ Appel

FICHE DU DÉTENU :

B U N G A N O

Originaire de la chefferie

Rukiga

Territoire

Byumba

Résidence ou district

Ruanda

Condamné le 29 mars 1954, par T.R.R

à 18 mois d S.P. - 75 + 50% frais

du chef de vol qualifié

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

frais connus au T. Appel

Tournez s'il vous plaît



Cette réquisition annule et remplace celle du premier degré.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL *1<sup>re</sup> Inst. Appel*

Reg. da M.P. No *806*

Reg. du rôle. No \_\_\_\_\_

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de *1<sup>re</sup> Inst. Appel*

En vertu de l'article 32 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à *Hamme*  
de recevoir et emprisonner le nommé *BUNCANO*

condamné par jugement du Tribunal *1<sup>re</sup> Inst. Appel*

en date du *14. 6. 54* 19 *54* devenu irrévocable le 19

à *18 m. 500*

du chef d *Art 79 et 81*

*Ma* le *14. 6.*

19 *54*

L'Officier du Ministère Public,

Le Premier Substitut du Procureur du Roi

Coron G. DE WARE de WARZEE

Date d'arrestation : *19. 3. 54*

*43688*

*Robert de Wey*



Ruanda=Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire  
et la contrainte par corps.

Tribunal de 1<sup>er</sup> Inst. Appel

Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1<sup>er</sup> Inst. Appel

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

GUNGANO

RE 43688/100

condamné par jugement du

Tribunal de 1<sup>er</sup> Inst. Appel

Conseil de guerre de

du 19. 6. 1914, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de

(ou) à 7 f + 5 f.

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

70 f (1<sup>er</sup> Inst.) + 50 f (Appel)

montant des frais du procès (ou) à

de contrainte par

corps faute de verser la somme de

montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A. 200

, le 9. 8. 1914

L'Officier du Ministère Public,

Le Procureur du Roi,

P LAMBOTTE

Date expiration s.p.p. 10. 9. 55

Libéré conditionnellement le

Lambotte

PARQUET DU PROCUREUR DU ROI  
USUMBURA.

---:---

Usumbura, le 2. 10. 74

RMPA n° 806

Monsieur le Gardien de Prison

à Nyale

Monsieur le Gardien de Prison,

J'ai l'honneur de vous prier de ne pas exécuter

la ~~SPS~~  
CPC.

requis contre MUNGANQ

RE.n° 15199

~~L'amende~~

~~Les frais~~

~~Les dommages et intérêts~~ ayant été payés le 4. 9. 74

L'Officier du Ministère Public

Le Procureur du Roi,  
P. LAMBOTTE





LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RWANDA, SEANT A KIGALI, Y SIEGEANT EN MATIERE REPRES-  
SIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 19 MARS 1954

EN CAUSE :  
MINISTRE PUBLIC  
CONTRE :

- 1) GATEGAMBABA, fils de Nzibonera (?) et de Nyirabyatsi (ev) originaire de la colline  
----- ne Rwagihura, sous-chef Ruhumuliza, chefferie Buberuka, territoire  
de Biumba, y résidant, muhutu des abagesera, marié à Nyiramaboyi,  
sans enfant, adulte valide, détenu préventivement à la prison de  
Kigali depuis le 11 novembre 1953;
- 2) BUNGANO, munyarwanda, fils de Rwabashi et de Nyiramakuba, originaire de Bulenga,  
----- sous-chef Kayinamura, chefferie Rukiga, territoire de Biumba et y résidant  
muhutu, cultivateur, prévenu libre;

VU, par le Tribunal de Résidence du Rwanda, séant à Kigali, y siégeant  
en matière répressive, la procédure suivie à charge des prévenus qualifiés ci-des-  
sus pour :

avoir à Rwagihura, sous-chef Ruhumuliza, chefferie Buberuka, territoire de Biumba,  
résidence du Rwanda, dans la nuit du 8 au 9 novembre 1953 par un des modes prévus  
aux articles 21 et 22 du C.P., frauduleusement soustrait au préjudice du nommé Npa-  
buka, une génisse d'une valeur de 1.500 frs. avec cette circonstance que le vol  
fut commis la nuit dans les dépendances d'une maison habitée; infraction prévue et  
punie par les art. 79 et 81 du C.I.L.II;

VU l'assignation donnée par l'exploit de l'Huissier J. PERDAEN de Kigali  
en date du 30 janvier 1954 au prévenu GATEGAMBABA et par l'exploit de l'Huissier  
J. PERDAEN de Biumba en date du 12 février 1954 au prévenu BUNGANO d'avoir, tous  
les deux, d'avoir à comparaître devant la présente juridiction à l'audience publi-  
que du 19 mars 1954 à 8 heures du matin;

VU la comparution des prévenus valablement assignés;

OUI les prévenus en leur interrogatoire;

OUI le témoin en sa déposition faite sous la foi du serment;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI les prévenus en leurs dires et moyens de défense présentés par  
eux-mêmes;

Sur quoi le Tribunal prononce sur les bases le jugement dont les ter-  
mes sont repris ci-après :

ATTENDU que le 13 novembre 1953, le nommé Npabuka déposa plainte de-  
vant l'officier de police judiciaire Perdaen à charge de Gategambaba du chef de  
vol qualifié ;

ATTENDU que le premier prévenu après avoir avoué les faits devant les  
autorités indigènes et dénoncé son complice Bungano, prétendit devant l'officier  
de police judiciaire et le magistrat instructeur n'avoir fait d'avoir que sous la  
menace des coups;

ATTENDU que Bungano a nié toute culpabilité tant devant les autorités  
indigènes que devant les autorités judiciaires;

ATTENDU que le fils du plaignant, Kanyabitandi, entendit du bruit  
dans le rugo le 8 novembre vers 10 h. ou 11 h. du soir; que le matin du 9 nov-  
vers 6 h. le plaignant constata la disparition d'une de ses bêtes; qu'il la re-  
va dans le troupeau du nommé Bituhuse;

ATTENDU que celui-ci interpellé ne fit aucune difficulté pour  
expliquer la provenance; qu'il raconta ainsi que vers 7 h. du matin le 9 nov-  
le prévenu passa devant chez lui trainant une vache, qu'il allait présenter  
à la vente; que n'étant pas parvenu à l'y vendre il repassa de même l'après-midi  
4 h. et lui offrit la vache en vente, qu'après discussion l'accord se fit  
prix de 1.220 frs.;



ATTENDU que le prévenu avoua son vol en présence du sous-chef Rukumu liza et de nombreux indigènes, dont Bitihuse, Gatarayiba, Rongorongo, Gakuba, Nabarwasha, Rwabashi et déclara en outre avoir commis son vol de concert avec Bungano;

ATTENDU que pour enlever toute portée à son aveu primitif, le premier prévenu prétendit avoir été battu, que confronté avec le sous-chef il dut reconnaître n'avoir pas été battu par ou en présence de ce dernier; qu'il ne put de même expliquer pourquoi, en pleine liberté, devant le sous-chef, il aurait non seulement avoué mais dénoncé son complice;

ATTENDU qu'il résulte du témoignage de Myiramaboyi, épouse de Gategambaba, que contrairement à ses déclarations le prévenu n'était pas allé à Kaba-le, mais avoir dit à son épouse être allé à Kivuye; qu'avant le vol, le premier prévenu n'avait pas d'argent, que le lendemain il en possédait beaucoup, qu'il n'avait pas d'argent en rentrant d'Uganda, qu'enfin le prévenu n'a pas passé la nuit du vol auprès de sa femme;

ATTENDU que le prévenu reconnaît de son côté être incapable de citer le nom d'une seule personne qui pourrait dire où il a passé la nuit du vol;

QUANT AU DEUXIEME PREVENU;

Qu'il fut accusé formellement par le premier; que le surlendemain du vol, suivant Myiramaboyi, épouse de Gategambaba, le 2me prévenu vint très tôt matin trouver son complice qui partagea avec lui l'argent que Gategambaba avait confié la veille à son épouse et qui était le produit du vol, qu'il consentit à rembourser les 610 frs. sa part du vol; que le premier prévenu fut arrêté porteur de 610 frs. soit exactement la moitié du prix de vente de la vache; que le partage lui-même par moitié du bénéfice du vol prouve aussi la culpabilité du second;

ATTENDU que le plaignant a récupéré sa vache et Bitihuse son argent remboursé par moitié par chacun des deux prévenus;

PAR CES MOTIFS :

LE TRIBUNAL,

VU les articles 5, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 22, 23, 79 et 81 du Code Pénal congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 11 juillet 1923 tel que modifié à ce jour formant le code de procédure pénale congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction de vol qualifiée telle que libellée à la prévention établie dans le chef des prévenus GATEGAMBABA et BUNGANO et en conséquence :

LES CONDAMNE de ce chef à DIX HUIT MOIS de servitude pénale chacun;

LES CONDAMNE en outre chacun à la moitié des frais de l'instance taxés en totalité à la somme de CINQ CENT SOIXANTE SIX FRANCS soit chacun à la somme DEUX CENT QUATRE-VINGT TROIS FRANCS réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir par chacun en cas de non paiement dans le délai légal;

STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie lésée, indigène du Ruanda-Urundi,

DIT qu'il n'y a pas lieu à allocation de dommages-intérêts, le préjudicié étant rentré en possession de son bien;

ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre au le condamné ne parvienne à la fuite à l'exécution du présent jugement ORDONNE SON ARRESTATION IMMEDIATE;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 19 mars 1954, à Kigali, à laquelle siégeaient Messieurs : ARTHUR LESTRADE, Juge suppléant, ALBERT DANSE, Officier du Ministère Public et PIERRE DELFOSE, Greffier.

LE GREFFIER,  
sé/ P. DELFOSE,

LE JUGE SUPPLÉANT,  
sé/ A. LESTRADE,

Pour copie certifiée conforme  
LE GREFFIER, P. DELFOSE,

R. P. A. No 551  
R. M. P. 4525/D/Kig. /R. P. 1057.

## Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le vingt. deux ième jour du mois  
de mai

A la requête de G. VAN DER GRACHT Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné PEEL Jacques Huissier assermenté demeurant à KIGALI

Ai donné notification à BUNGANO, munyarwanda, fils de Rwabashi et de Nyiramakuha,  
originaire de Bulenga, sous-chef Kayinamura, chefferie Rukiga, Territoire de  
Biumba et y résident, cultivateur, non autrement identifié, Prévenu Libre,  
devenue la prison de Kigali.

faisant profession de

étant à : KIGALI et y parlant à : lui même

de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du 30 Mars 1954

du jugement rendu le 19 Mars 1954 par le Tribunal de Résidence de Ruanda à Kigali.

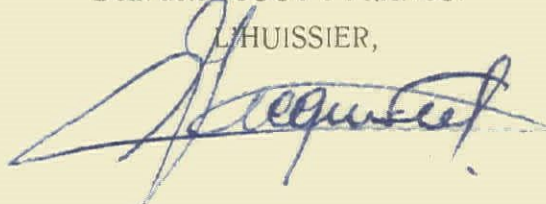
en cause : Ministère Public contre KATEGAMBEBA et cots. préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à BUNGANO  
préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première Instance d'Usumbura, y séant, siégeant comme juri-  
diction répressive au degré d'appel, du 14 Juin 1954 à  
huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,







Greffe du { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali  
Conseil de guerre

## ACTE D'APPEL

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le vingt-troisième jour de mars

au greffe du { Tribunal de Résidence du Ruanda  
Conseil de guerre } séant à Kigali

et par devant nous (1) Pierre DELFOSSÉ, Greffier

a comparu (2) BUNGANO, fils de Rwabashi et de Nyiramakuba

Lequel a déclaré interjeter appel d'un jugement prononcé le 19 mars 1954

par le { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali  
Conseil de guerre } dans l'affaire en cause

du ministère public } contre. BUNGANO & crt.

de la partie civile

Je n'ai pas volé et personne ne saurait prouver ma culpabilité.

Lecture faite, le comparant a persisté et signé avec nous.

Le Comparant,  
BUNGANO

Coût : ..... francs.

Dont acte.

Le Greffier,  
P. DELFOSSÉ,

Le témoin  
Ngeruka, E.

Pour copie certifiée conforme  
LE GREFFIER,  
P. DELFOSSÉ,

(1) Greffier (ou) Juge.

(2) Nom du prévenu, de l'officier du ministère public ou de la partie civile qui interjette appel.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

Reg. du rôle. No

4525/D.

1057

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A

KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de I<sup>o</sup> Instance, résidant à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali

de recevoir et emprisonner le nommé BUNGANO, munyarwanda, préqualifié

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali  
en date du 19 mars 1954 devenu irrévocable le 29 mars 1954  
à DIX-HUIT MOIS de SPP.  
du chef d'un vol qualifié

Kigali, le 19 mars

19 54

L'Officier du Ministère Public.

R. SPANIER A. D. 1954

Date d'arrestation :